



**HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°43-2021-093

PUBLIÉ LE 2 JUIN 2021

# Sommaire

## **43\_Pref\_Préfecture Haute-Loire / Service des sécurités**

43-2021-06-02-00001 - Arrêté préfectoral n° DSC/SDS 2021 - 129?? portant nouvelles mesures visant à freiner la propagation de la Covid-19 ?? sur le territoire de la Haute-Loire dans le cadre de la gestion de sortie de crise sanitaire (3 pages)

Page 3

43-2021-06-02-00002 - Arrêté préfectoral n° PREF/DSC/SDS/CR 2021-03?? autorisant l'ouverture de relais routiers ?? dans le département de la Haute-Loire (3 pages)

Page 7

43\_Pref\_Préfecture Haute-Loire

43-2021-06-02-00001

Arrêté préfectoral n° DSC/SDS 2021 - 129  
portant nouvelles mesures visant à freiner la  
propagation de la Covid-19  
sur le territoire de la Haute-Loire dans le cadre  
de la gestion de sortie de crise sanitaire



Arrêté préfectoral n° DSC/SDS 2021 - 129  
portant nouvelles mesures visant à freiner la propagation de la Covid-19  
sur le territoire de la Haute-Loire dans le cadre de la gestion de sortie de crise sanitaire

**Le préfet de la Haute-Loire**

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure ;

**Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L3131-1 à L 3136-2;

**Vu** la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

**Vu** le décret n° 2021 - 699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Eric ETIENNE en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral SG/COORDINATION n°2020-44 du 2 septembre 2020 portant délégation de signature à Monsieur Rémy DARROUX, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DSC/SDS 2021 -20 du 12 février 2021 portant nouvelles mesures visant à freiner la propagation de la Covid-19 sur le territoire de la Haute-Loire dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** l'avis de l'agence régionale de santé en date du 2 juin 2021,

**Considérant** le caractère pathogène et contagieux de la Covid-19 ;

**Considérant** que la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire prévoit à son article 1<sup>er</sup> que le Premier ministre peut réglementer la circulation des personnes et l'ouverture au public, y compris les conditions d'accès et de présence, de certains établissements recevant du public ; que le Premier ministre peut également habilitier les préfets à prendre toutes mesures générales ou individuelles d'application de ces dispositions ;

**Considérant** d'autre part que, nonobstant l'existence de cette police spéciale, l'autorité de police générale reste compétente pour prendre les mesures nécessaires à la salubrité publique, y compris des mesures destinées à lutter contre la crise sanitaire, si leur édicton est rendue nécessaire par des raisons impérieuses liées à des circonstances locales ; qu'aux termes de l'article L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales, « *le représentant de l'État dans le département est seul compétent pour prendre les mesures relatives à l'ordre, à la sûreté, à la sécurité et à la salubrité publiques, dont le champ d'application excède le territoire d'une commune* » ;

**Considérant** que le décret n° 2021 - 699 susvisé dispose, dans son article 1<sup>er</sup>, que « dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent » ;

**Considérant** l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans les lieux publics à forte fréquentation propices, de ce fait, à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

**Considérant** qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

**Considérant** que le port du masque est rendu obligatoire dans les marchés couverts pour toute personne de plus de onze ans, en application de l'article 38 du décret n° 2021 - 699 susvisé ; que les marchés de plein air présentent également un risque particulièrement élevé de diffusion de la Covid-19, au vu du brassage des populations qu'ils impliquent ; qu'il résulte de ces circonstances que l'instauration d'une obligation de port du masque lors de ces événements est justifiée afin de limiter la propagation de la Covid-19 ;

Sur proposition du directeur des services du cabinet,

## **ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup>** – Le port du masque est obligatoire du 1<sup>er</sup> au 30 juin 2021 inclus sur l'ensemble du département de la Haute-Loire pour toute personne de onze ans et plus :

→ sur tous les marchés de plein air autorisés par l'article 38 du décret n° 2021 - 699 susvisé,

→ sur la voie publique, dans un rayon de 50 mètres aux abords des établissements scolaires et des établissements sportifs de types gymnase et piscine.

**Article 2** - L'obligation de port du masque prévue à l'article 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus, définies en annexe 1 du décret n° 2021 - 699 susvisé.

**Article 3** – Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilités à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 4** - Conformément aux dispositions du VIII de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°2021-689 susvisée et de l'article 3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures édictées par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de quatrième classe, d'une amende prévue pour les contraventions de cinquième classe si cette violation est à nouveau constatée dans un délai de quinze jours, et, en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 5** – Transmission du présent arrêté sera faite au procureur de la République près le tribunal judiciaire du Puy-en-Velay.

**Article 6** – Le directeur des services du cabinet du préfet de la Haute-Loire, le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire, les sous-préfètes d'arrondissement d'Yssingeaux et de Brioude, le directeur de l'unité territoriale de l'agence régionale de santé, la directrice départementale de la sécurité publique de la Haute-Loire et le commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire.

Fait au Puy-en-Velay, le 2 juin 2021

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

*Signé*

Rémy DARROUX

**Voies et délais de recours :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

--> recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Loire (Direction des services du cabinet – Services des sécurité – 6 Avenue du Général de Gaulle – CS 40321 - 43009 Le Puy en Velay)

-> recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur (Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – 11 rue Saussaies – 75 800 Paris CEDEX 08).

→ recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand (6 cours Sablon - CS 90129 - 63033 Clermont-Ferrand Cedex 1), conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

43\_Pref\_Préfecture Haute-Loire

43-2021-06-02-00002

Arrêté préfectoral n° PREF/DSC/SDS/CR 2021-03  
autorisant l'ouverture de relais routiers  
dans le département de la Haute-Loire



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° PREF/DSC/SDS/CR 2021-03  
AUTORISANT L'OUVERTURE DE RELAIS ROUTIERS  
DANS LE DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE**

Le préfet de la Haute-Loire

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure ;

**Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L3131-1 à L 3136-2,

**Vu** le code pénal,

**Vu** la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

**Vu** le décret n° 2021 - 699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Eric ETIENNE en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral SG/COORDINATION n°2020-44 du 2 septembre 2020 portant délégation de signature à Monsieur Rémy DARROUX, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°PREF/DSC/CR 2020-02 du 9 novembre 2020, portant modification de l'arrêté du 7 novembre 2020 autorisant l'ouverture de relais routiers dans le département de la Haute-Loire ;

**Considérant** le caractère pathogène et contagieux de la Covid-19 ;

**Considérant** que la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire prévoit, à son article 1<sup>er</sup> que le Premier ministre peut réglementer la circulation des personnes et l'ouverture au public, y compris les conditions d'accès et de présence, de certains établissements recevant du public ; que le Premier ministre peut également habilitier les préfets à prendre toutes mesures générales ou individuelles d'application de ces dispositions ;

**Considérant** d'autre part que, nonobstant l'existence de cette police spéciale, l'autorité de police générale reste compétente pour prendre les mesures nécessaires à la salubrité publique, y compris des mesures destinées à lutter contre la crise sanitaire, si leur édicton est rendue nécessaire par des

*raisons impérieuses liées à des circonstances locales ; qu'aux termes de l'article L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales « le représentant de l'État dans le département est seul compétent pour prendre les mesures relatives à l'ordre, à la sûreté, à la sécurité et à la salubrité publiques, dont le champ d'application excède le territoire d'une commune » ;*

**Considérant** que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population,

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article 40 du décret n° 2021- 669 du 1er juin 2021 susvisé, les représentants de l'Etat dans le département arrête la liste des établissements qui, eu égard à leur proximité des axes routiers et à leur fréquentation habituelle par les professionnels du transport routier, sont autorisés à accueillir du public y compris en intérieur et sans limitation horaire, pour la restauration assurée au bénéfice exclusif des professionnels du transport routier.

Sur proposition du directeur des services du cabinet,

## **ARRÊTE**

**Article 1 :** Les restaurants suivants sont autorisés à ouvrir du 2 au 30 juin 2021 inclus, y compris pour la tranche horaire de 21h00 au lendemain à 06h00, pour les transporteurs présentant leur carte professionnelle (FIMO ou FCOS), dans le respect des mesures barrières et des dispositions de l'article 40 du décret n° 2021- 669 du 1er juin 2021 susvisé :

- Le relais du Lignon à Lapte / La Chambertière-Haute (43200)
- Auberge du Meygal à Saint-Julien - Chapeuil (43260) ;
- Aire de Lafayette sur l'autoroute A75 à Lorlanges (43360) ;
- La Petite Auberge à Yssingaux (43200) ;
- Auberge Les Tilleuls à Saint-Georges d'Aurac (43230) ;
- Auberge du Cocher à Vazeilles-Limandre (43320) ;
- La Fourchette Auvergnate à Montagnac (43370) ;

**Article 2 :** Conformément aux dispositions du VIII de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°2021-689 susvisée et de l'article 3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures édictées par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de quatrième classe, d'une amende prévue pour les contraventions de cinquième classe si cette violation est à nouveau constatée dans un délai de quinze jours, et, en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 3 :** L'arrêté préfectoral n° PREF/DSC/SDS/CR 2020-02 du 9 novembre 2020 est abrogé.

**Article 4** : Le directeur des services du cabinet du préfet de la Haute-Loire, le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire, les sous-préfètes d'arrondissement d'Yssingeaux et de Brioude, le directeur de l'unité territoriale de l'agence régionale de santé, la directrice départementale de la sécurité publique de la Haute-Loire et le commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire.

Fait au Puy-en-Velay, le 2 juin 2021

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

*Signé*

Rémy DARROUX

**Voies et délais de recours :**

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Loire et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur.*

*Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*

*Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*